



# FONDS FRANCO-EUROPÉEN POUR LES MINÉRAIS CRITIQUES DE LA GUYANE BLEUE

## Proposition de Fonds Souverain — Modèle de Référence

*Réduire la dépendance chinoise · Sécuriser les ressources stratégiques · Assurer la souveraineté européenne*

**25 000 t**

Or estimé en Guyane (dont  
bonne part captée par la  
Chine)

**2e**

Réserves de pétrole /  
habitant au monde (plateau  
des Guyanes)

**+47 %**

Croissance annuelle  
moyenne du Guyana  
(2022-2024)

**1,5 %**

Taux de crédit chinois vs 4  
% pour la France

## I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

*Synthèse stratégique à destination des décideurs*

La France est le seul État européen à posséder un territoire en Amérique du Sud : la Guyane française. Ce département d'outre-mer, situé sur le plateau des Guyanes, constitue une frontière géostratégique majeure entre l'Europe, le bassin amazonien et l'Atlantique Sud. La « Guyane bleue » — notion englobant la zone économique exclusive (ZEE), les fonds marins et l'espace terrestre minier — recèle un potentiel de ressources critiques considérable : or, terres rares sous-marines, manganèse, nodules polymétalliques.

Depuis 2018, la Chine a pris le contrôle effectif de la chaîne d'approvisionnement de l'orpaillage en Guyane : elle fournit à crédit les moteurs, le matériel, le mercure et les vivres aux garimpeiros (orpailleurs illégaux), puis rachète l'or contre remboursement de dette, l'exportant directement vers la Chine. Selon un rapport transmis aux autorités françaises, le stock d'or d'origine privée et publique aux mains de la Chine dépasserait 25 000 tonnes. Les ressources françaises sont pillées.

En parallèle, le Guyana voisin — doté des deuxièmes réserves de pétrole par habitant au monde après le Koweït, devant l'Arabie Saoudite — connaît une croissance de 47 % en moyenne sur 2022-2024. Ce pays a créé en 2019 le Natural Resource Fund (NRF), un fonds souverain transparent, aligné sur les Principes de Santiago, pour gérer ses revenus extractifs. La France doit s'en inspirer.

### PROPOSITION CENTRALE

L'Institut Atlantique Sud propose la création d'un Fonds Franco-Européen pour les Minerais Critiques (FFEMC), fonds souverain dédié à la valorisation souveraine des ressources stratégiques de la Guyane bleue, en partenariat franco-européen, afin de :

1. Mettre fin au pillage chinois des ressources aurifères et minérales de Guyane
2. Financer l'extraction légale et supervisée, créant emplois et revenus pour le territoire
3. Sécuriser les approvisionnements européens en minerais critiques hors dépendance asiatique
4. Constituer un outil de puissance économique et diplomatique pour la France en Amérique du Sud

## II. CONTEXTE GÉOSTRATÉGIQUE

*Le plateau des Guyanes : une zone sous-valorisée face à une Chine offensivement présente*

### A. La Guyane bleue : un espace stratégique insuffisamment exploité

La Guyane française concentre plusieurs atouts géostratégiques qui demeurent largement inexploités par l'État français et par l'Union européenne :

- Territoire d'Amérique du Sud de 84 000 km<sup>2</sup>, frontalier du Brésil et du Suriname, seul territoire européen continental en Amérique
- Zone Économique Exclusive (ZEE) de 130 000 km<sup>2</sup> offrant un potentiel d'extraction minière en haute mer (nodules polymétalliques, terres rares sous-marines)
- Sous-sol terrestre parmi les plus riches du plateau des Guyanes : or, bauxite, tantale, niobium, uranium
- Potentiel d'extraction minière légale aurifère dans une zone géographiquement limitée, permettant un contrôle effectif des conditions d'exploitation
- Centre Spatial Guyanais (CSG) offrant une projection technologique et de surveillance maritime unique

### B. La prise de contrôle chinoise : état des lieux documenté

Depuis 2018, la transformation de la filière de l'orpaillage illégal au profit d'intérêts chinois est documentée par les autorités militaires françaises et la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat (2025) :

| VECTEUR             | MÉCANISME DE CAPTATION CHINOISE                                                                                                                                         |
|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Équipements miniers | Vente à crédit aux garimpeiros : moteurs de bateaux, alimentations, petit outillage, mercure. Remboursement exigé en or brut.                                           |
| Captation aurifère  | L'or collecté repart directement en Chine sans transformation sur le territoire français. Évasion fiscale et de souveraineté totale.                                    |
| Stock d'or estimé   | Selon un rapport militaire, la Chine détiendrait plus de 25 000 tonnes d'or, dont une fraction significative issue de Guyane, via opérateurs privés.                    |
| Réseau logistique   | Le Suriname voisin dispose de 43 aérodrômes clandestins servant à la fois au narcotrafic et à la filière aurifère illégale.                                             |
| Levier financier    | Les conditions chinoises de crédit (1,5 %) sont deux à trois fois inférieures aux taux français (4 %) ou européens, créant un effet d'éviction pour les acteurs légaux. |
| Pêche illicite      | Selon l'Ifremer (rapport 2024), le nombre de journées en mer de bateaux étrangers clandestins a doublé sur la dernière décennie dans les eaux guyanaises.               |

*Le kilo de cocaïne acheté à 3 950 € de l'autre côté du Maroni se revend 50 000 € sur le territoire national une fois acheminé par les mêmes filières. Les cartels transnationaux convergent vers Guyane en passant d'un narcotrafic à un trafic d'or, jugé plus lucratif et moins surveillé. Ce contexte criminel est indissociable de la question des ressources minières.*

### III. LE MODÈLE NRF DU GUYANA

*Une référence internationale à adapter pour la France et l'Europe*

#### A. Genèse et principes du Natural Resource Fund

À la suite de la découverte par ExxonMobil d'importants gisements pétroliers dans le bloc Stabroek (champ Liza-1, 2015), le Guyana est devenu en quelques années la deuxième réserve de pétrole par habitant au monde, derrière le Koweït. Sa croissance a atteint 47 % en moyenne entre 2022 et 2024, le taux le plus élevé au monde. Le PIB par habitant (PPA) pourrait atteindre 194 723 dollars en 2030, plaçant le Guyana au premier rang mondial, devant Singapour et le Qatar.

Anticipant les risques liés à ce « boom » pétrolier (syndrome hollandais, volatilité des recettes, inégalités intergénérationnelles), le gouvernement guyanien a institué par une loi de 2019 le Natural Resource Fund (NRF), en conformité avec les Principes de Santiago régissant les fonds souverains internationaux.

#### B. Architecture du NRF — Points saillants

| OBJECTIFS DU NRF                                                                                    |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| • Atténuer les fluctuations budgétaires liées à la volatilité des recettes pétrolières              |  |
| • Éviter que les recettes ne nuisent à la compétitivité globale de l'économie (syndrome hollandais) |  |
| • Assurer un partage équitable de la richesse entre générations présentes et futures                |  |
| • Mobiliser les revenus extractifs pour des priorités nationales de développement inclusif          |  |

| COMPOSANTE                       | DESCRIPTION                                                                                                   |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Organe de tutelle</b>         | Ministère des Finances (supervision globale) + Banque centrale du Guyana (gestion opérationnelle)             |
| <b>Alimentation du fonds</b>     | Redevances, part d'État sur la production, impôts sur les sociétés extractives — versement direct au fonds    |
| <b>Catégories d'actifs</b>       | Placements sécurisés (dépôts, bons du Trésor) + investissements long terme encadrés par plafonds légaux       |
| <b>Retrait budgétaire</b>        | Soumis à avis d'un comité macroéconomique + formule légale garantissant la soutenabilité intergénérationnelle |
| <b>Transparence</b>              | Rapports mensuels, trimestriels, annuels publiés. Comité de surveillance civile de 22 membres.                |
| <b>Retrait exceptionnel</b>      | Uniquement pour catastrophes naturelles majeures, via projet de loi rectificatif au Parlement                 |
| <b>Conformité internationale</b> | Aligné sur les Principes de Santiago (normes FMI pour les fonds souverains)                                   |

## IV. PROPOSITION : LE FFEMC

*Fonds Franco-Européen pour les Minerais Critiques de la Guyane Bleue*

### A. Dénomination et nature juridique

Le Fonds Franco-Européen pour les Minerais Critiques (FFEMC) serait constitué sous forme d'un fonds souverain de droit européen, institué par un règlement du Parlement européen et du Conseil, sur proposition conjointe de la France et de la Commission européenne, en lien avec le Critical Raw Materials Act (CRMA) adopté en 2024.

### B. Périmètre géographique : la Guyane bleue

La notion de « Guyane bleue » recouvre l'ensemble des espaces sur lesquels la France exerce sa souveraineté ou ses droits souverains dans la région :

- Le département et région de Guyane (84 000 km<sup>2</sup>) pour les ressources terrestres (or, bauxite, niobium, tantale)
- La Zone Économique Exclusive (ZEE) de Guyane (130 000 km<sup>2</sup>) pour l'extraction minière en haute mer
- Le plateau continental étendu pour les ressources géologiques profondes
- La zone de coopération avec le Guyana et le Suriname pour les actifs transfrontaliers

### C. Objectifs stratégiques du FFEMC

| <b>Souveraineté</b>                                         | <b>Indépendance</b>                              | <b>Valorisation</b>                             | <b>Partenariat</b>                                  |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Contrôle souverain franco-européen des ressources critiques | Réduction de la dépendance aux chaînes chinoises | Développement économique du territoire guyanais | Co-investissement européen et coopération régionale |

- Financer le développement de zones d'extraction légale et supervisée en Guyane terrestre, mettant fin à la captation illégale par des réseaux étrangers
- Sécuriser l'approvisionnement européen en minerais critiques (or, lithium, cobalt, terres rares) dans le cadre du CRMA
- Concurrencer les offres de financement chinoises et indiennes (1,5 %) par des instruments franco-européens compétitifs
- Financer la surveillance maritime de la ZEE guyanaise (lutte contre la pêche illégale, narcotrafic, orpaillage)
- Créer un instrument de diplomatie économique pour renforcer l'influence française au Guyana et dans l'Arc des Guyanes
- Assurer la conservation intergénérationnelle d'une rente minérale au bénéfice du peuple guyanais et européen

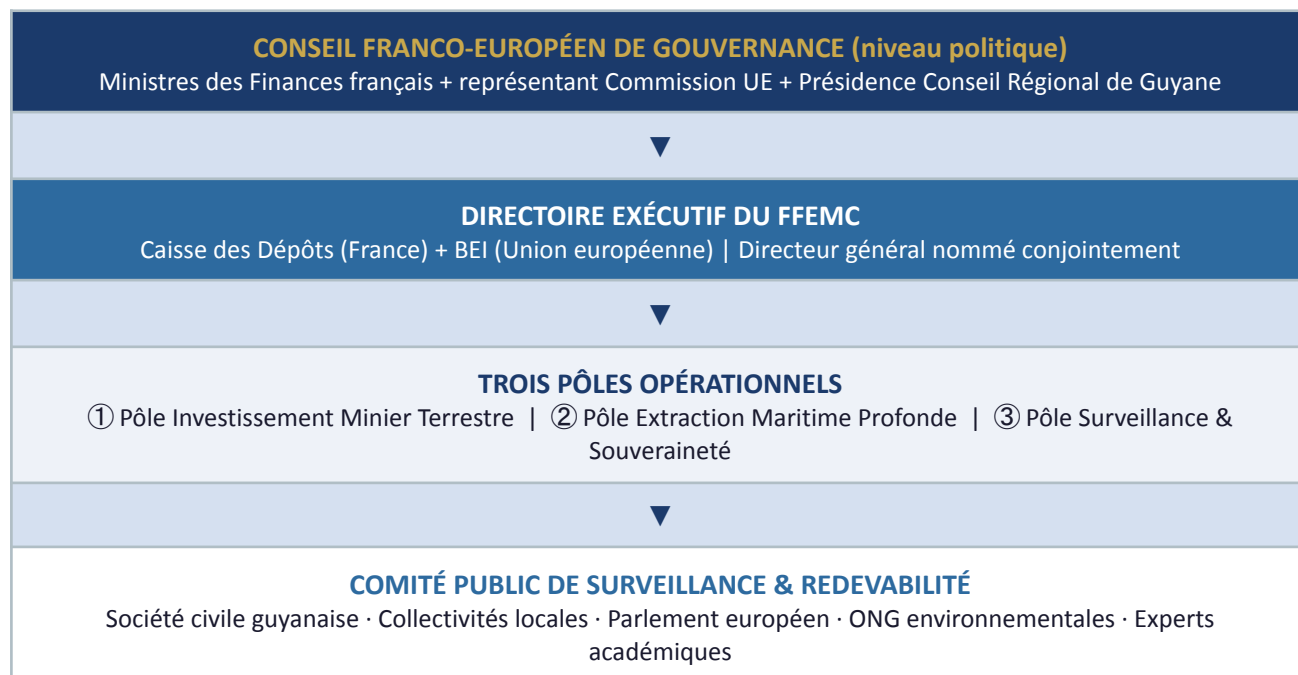
## V. ARCHITECTURE DE GOUVERNANCE

*Structure institutionnelle proposée pour le FFEMC*

### A. Tableau comparatif NRF / FFEMC

| MODÈLE NRF — GUYANA       | FONDS FRANCO-EUROPÉEN PROPOSÉ                                               |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| Initiateur                | État du Guyana (loi 2019)                                                   |
| Cadre juridique           | Règlement franco-européen (base : CRMA 2024)                                |
| Ressources visées         | Hydrocarbures exclusivement                                                 |
| Ressources visées         | Or, lithium, cobalt, terres rares, nodules sous-marins, bauxite             |
| Tutelle                   | Ministère des Finances du Guyana                                            |
| Tutelle                   | Comité franco-européen piloté par la DGT France + DG GROW Commission        |
| Gestionnaire opérationnel | Banque de Guyana                                                            |
| Gestionnaire opérationnel | Caisse des Dépôts + BEI (Banque Européenne d'Investissement)                |
| Comité macroéconomique    | Économistes qualifiés nommés par l'État                                     |
| Comité macroéconomique    | Experts BEI / BCE + représentants Guyana / Suriname                         |
| Transparence              | Rapports mensuels + comité civique 22 membres                               |
| Transparence              | Rapports trimestriels publics + Comité civique (Guyane, EU, société civile) |
| Conformité                | Principes de Santiago                                                       |
| Conformité                | Principes de Santiago + CRMA + CSRD européen                                |

## B. Organigramme de gouvernance proposé



## VI. ALIMENTATION ET MÉCANISMES FINANCIERS

### *Sources de revenus et instruments de financement*

#### A. Sources de revenus du FFEMC

Le FFEMC serait alimenté par plusieurs catégories de flux financiers issus de la valorisation souveraine des ressources de la Guyane bleue :

| SOURCE DE REVENUS                                   | MÉCANISME                                                                                | ESTIMATION                |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| Redevances minières extraction légale               | % sur production aurifère et minérale légale supervisée                                  | À définir selon périmètre |
| Taxe sur exportation de minerais critiques          | Prélèvement sur toute exportation hors UE de minerais extraits en ZEE guyanaise          | Taux de 8-15 %            |
| Participation européenne (CRMA / Fonds de Cohésion) | Contribution UE au titre de l'autonomie stratégique sur les matières premières critiques | Décision politique        |
| Émissions obligataires vertes (Green Bonds)         | Obligations souveraines franco-européennes labellisées « minerais critiques durables »   | Jusqu'à 2 Md€             |
| Revenus de gestion des actifs                       | Placements prudents : bons du Trésor, dépôts BCE, fonds obligataires publics             | Rendement 2-4 %           |
| Amendes et confiscations                            | Produit des saisies liées à l'orpaillage illégal et à la pêche illicite                  | Complément                |

## B. Réponse au différentiel de taux d'intérêt

L'un des obstacles majeurs à la compétitivité française dans la région est le différentiel de taux de crédit : la France est contrainte par ses engagements OCDE à des taux rarement inférieurs à 4 %, contre 1,5 % pour la Chine et 1,5-1,7 % pour l'Inde. Cet écart constitue un handicap structurel dans les négociations avec le Guyana et les acteurs régionaux.

### **SOLUTION PROPOSÉE : Instrument de taux préférentiel souverain**

Créer au sein du FFEMC une fenêtre de financement à taux bonifiés pour les projets franco-européens dans la Guyane bleue et le plateau des Guyanes, avec :

- Un taux cible de 1,5 à 2 % pour les projets stratégiques certifiés (extraction légale, surveillance maritime, infrastructure)
- Un mécanisme de bonification UE (sur le modèle InvestEU) couvrant l'écart entre taux marché et taux préférentiel
- Des offres globales françaises intégrant formation, maintenance, transfert de technologie — valeur ajoutée qui compense le différentiel de taux pur
- Un ciblage prioritaire sur le secteur pétrolier du Guyana (croissance de +47 %/an) et sur les contrats d'extraction minière légale en Guyane française

## VII. CADRE D'INVESTISSEMENT ET DE RETRAIT

*Principes de gestion responsable et intergénérationnelle*

### A. Catégories d'investissements autorisés

Inspiré des deux catégories du NRF guyanien, le FFEMC distinguerait trois niveaux d'investissement :

| NIVEAU                           | TYPES D'ACTIFS                                                                                                                                        | PLAFOND / RÈGLE             |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| <b>SÉCURITÉ (Tranche A)</b>      | Dépôts BCE, bons du Trésor France/Allemagne/AAA-UE. Liquidité immédiate.                                                                              | <b>Min. 30 % des actifs</b> |
| <b>STRATÉGIQUE (Tranche B)</b>   | Participations dans projets d'extraction légale en Guyane, obligations vertes BEI, co-investissements avec entreprises françaises certifiées.         | <b>40 à 60 % des actifs</b> |
| <b>DÉVELOPPEMENT (Tranche C)</b> | Infrastructure de surveillance maritime, formation professionnelle minière, R&D extraction durable, coopération régionale (Guyana, Suriname, Brésil). | <b>Max. 20 % des actifs</b> |

### B. Règle de retrait et protection intergénérationnelle

Le FFEMC adopterait la même double contrainte que le NRF guyanien :

- Un avis obligatoire d'un Comité macroéconomique franco-européen évaluant l'impact des dépenses publiques sur la compétitivité de l'économie guyanaise et sur le risque de « maladie hollandaise »
- Une formule légale de plafonnement des retraits garantissant la soutenabilité du fonds sur au moins 50 ans
- Un principe d'équité intergénérationnelle : au minimum 50 % de la rente minérale doit être préservée pour les générations futures
- Des retraits exceptionnels uniquement possibles sur catastrophes naturelles majeures ou crises sécuritaires en Guyane, via loi de finances rectificative

## VIII. TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ

*Légitimité démocratique et alignement sur les standards internationaux*

### A. Reporting et publication

| FRÉQUENCE                 | CONTENU DU RAPPORT                                                                                                                                                                      |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mensuel                   | Performance des actifs financiers, flux entrants issus des redevances et taxes, opérations de marché                                                                                    |
| Trimestriel               | Avancement des projets d'extraction légale financés, état de la surveillance maritime, indicateurs environnementaux                                                                     |
| Annuel                    | Rapport consolidé (états financiers audités par la Cour des Comptes européenne), évaluation de l'impact socio-économique en Guyane, rapport d'activité du comité public de surveillance |
| Sur demande parlementaire | Audition du Directoire devant l'Assemblée nationale française et le Parlement européen                                                                                                  |

### B. Comité Public de Surveillance du FFEMC

Inspiré du comité à 22 membres du NRF guyanien, le Comité Public de Surveillance du FFEMC serait composé de :

- 4 représentants de la Région Guyane et des collectivités locales (dont 2 représentants des peuples autochtones)
- 4 experts du monde académique et de la recherche (géologie, économie minière, droit international)
- 3 représentants de la société civile guyanaise et d'associations environnementales
- 3 représentants du Parlement européen (commissions Industrie, Affaires étrangères, Environnement)
- 2 représentants d'organisations professionnelles du secteur minier légal
- 2 représentants des partenaires régionaux (Guyana, Suriname)
- 2 représentants de l'Assemblée nationale française

### C. Conformité aux standards internationaux

Le FFEMC serait conçu en pleine conformité avec :

- Les Principes de Santiago (IFSWF) — 24 principes de gouvernance des fonds souverains
- Le Critical Raw Materials Act (CRMA, 2024) — objectifs de diversification des approvisionnements européens
- La Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) — standards environnementaux et sociaux
- Les Principes de l'Équateur — pour les projets d'extraction en zones sensibles
- La Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) — pour les opérations en ZEE

## IX. FEUILLE DE ROUTE ET RECOMMANDATIONS

### *Plan d'action pour la mise en place du FFEMC*

#### A. Phase 1 — Préparation (2026-2027)

- Inscrire la création du FFEMC dans la révision du CRMA européen et dans le programme de souveraineté stratégique de la Commission
- Mandater un groupe de travail conjoint franco-européen (DGT, DG GROW, Caisse des Dépôts, BEI) pour rédiger le texte législatif fondateur
- Réaliser un inventaire détaillé des ressources en minerais critiques de la ZEE guyanaise (mission Ifremer + BRGM)
- Ouvrir des négociations avec le Guyana et le Suriname pour une Convention de coopération régionale sur les ressources naturelles
- Définir les zones d'extraction légale en Guyane terrestre, encadrées par un régime d'autorisation strict et des standards environnementaux élevés

#### B. Phase 2 — Lancement (2027-2028)

- Adoption du Règlement européen instituant le FFEMC, avec capitalisation initiale franco-européenne (objectif : 500 M€ en fonds propres)
- Nomination du Directoire et du Comité Public de Surveillance
- Lancement des premiers appels d'offres pour projets d'extraction légale en Guyane, avec préférence pour consortiums franco-européens
- Mise en place de l'instrument de crédit préférentiel (taux cible : 1,5-2 %) pour concurrencer les offres chinoises
- Déploiement de capacités de surveillance maritime supplémentaires en ZEE guyanaise (drones, satellite CSG, coopération radar avec le Guyana)

## C. Phase 3 — Montée en puissance (2028-2035)

- Développement du pôle d'extraction en haute mer (nodules polymétalliques, terres rares sous-marines) avec financement du FFEMC
- Constituer un stock stratégique franco-européen de minerais critiques (lithium, cobalt, or) réduisant la dépendance aux importations chinoises
- Renforcement des coopérations judiciaires et policières avec le Guyana (CCPD de Saint-Laurent-du-Maroni, partage de données radar)
- Extension possible du mandat du FFEMC à d'autres territoires ultramarins français (Polynésie, Nouvelle-Calédonie) en fonction des résultats

|                                                                     |                                                                 |                                                      |                                                                      |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| <b>2026</b><br>Préparation législative et inventaire des ressources | <b>2027</b><br>Adoption du règlement et capitalisation initiale | <b>2028</b><br>Premiers projets opérationnels lancés | <b>2035</b><br>FFEMC pleinement opérationnel — indépendance atteinte |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|

## X. CONCLUSION

*Pour une souveraineté stratégique franco-européenne sur les ressources critiques*

La France dispose, avec la Guyane bleue, d'un atout géostratégique de premier ordre que ni la Cinquième République ni l'Union européenne n'ont encore pleinement valorisé. Pendant ce temps, la Chine a construit patiemment, depuis 2018, un réseau d'influence et de captation des ressources aurifères guyanaises, utilisant les réseaux criminels de l'orpaillage illégal comme vecteur d'une stratégie de prédation économique longue durée.

La leçon du Guyana est précieuse : ce pays de moins d'un million d'habitants, grâce à une vision stratégique anticipatrice et à un fonds souverain bien conçu, est en train de devenir le pays le plus riche du monde per capita. La France, puissance mondiale, seul État européen d'Amérique du Sud, a les moyens — humains, technologiques, diplomatiques — d'opérer la même transformation dans la Guyane bleue.

Le Fonds Franco-Européen pour les Minerais Critiques (FFEMC) n'est pas une dépense : c'est un investissement dans la souveraineté stratégique de la France et de l'Europe. Face à la compétition géopolitique pour les ressources critiques qui structurera le XXI<sup>e</sup> siècle, ne pas agir est le seul vrai risque.

***" Les ressources françaises sont pillées, en particulier par la Chine, en Guyane. "***

*— Rapport de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense, Sénat français, 2025*

---

*Document de travail — Institut Atlantique Sud — Juin 2026*

[www.institutatlantiquesud.org](http://www.institutatlantiquesud.org)

*Pour toute information complémentaire, consultez les rapports de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat français (2025) et les publications de l'IFSWF sur le Natural Resource Fund du Guyana : <https://ifswf.org/members/natural-resource-fund>*